Etats financiers annuels de SICAV

CAP OBLIG SICAV

CAP OBLIG SICAV publie, ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2019 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du **31 mars 2020**. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial du commissaire aux comptes Les Commissaires aux Comptes Associés -MTBF- représenté par M. Mohamed Lassaad BORJI.

BILAN ARRETE AU 31-12-2019 (Exprimé en Dinar Tunisien)

En TND		31/12/2019	31/12/2018
<u>ACTIF</u>			
AC1 - Portefeuille titres	4.1	7 817 092	13 725 005
AC1a Actions et valeurs assimilées		860 578	1 001 889
AC1b Obligations et valeurs assimilées		6 956 514	12 723 116
AC2 - Placements monétaires et disponibilités		12 423 255	6 838 142
AC2a Placements monétaires	4.3	11 528 281	6 472 307
AC2b Disponibilités		894 974	365 835
AC3 - Créances d'exploitation		-	-
AC4 - Autres actifs		-	-
Total Actif		20 240 347	20 563 147
<u>PASSIF</u>			
PA1 Opérateurs créditeurs	4.5	15 167	16 198
PA2 Autres créditeurs divers	4.6	21 411	17 969
Total Passif		36 578	34 167
<u>ACTIF NET</u>			
CP1 Capital	4.7	19 038 765	19 559 862
CP2 - Sommes distribuables	4.8	1 165 004	969 118
CP2a Sommes distribuables des exercices antérieurs		107	116
CP2b Sommes distribuables de l'exercice		1 164 897	969 002
Actif Net		20 203 769	20 528 980
Total Passif et Actif Net		20 240 347	20 563 147

ETAT DE RESULTAT
POUR LA PERIODE DU 01-01-2019 AU 31-12-2019
(Exprimé en Dinar Tunisien)

En TND		31/12/2019	31/12/2018
PR1 - Revenus du portefeuille Titres	4.2	530 970	801 517
PR1a Dividendes		-	-
PR1b Revenus des obligations et valeurs assimilées		530 970	801 517
PR2 Revenus des placements monétaires	4.4	881 290	701 011
Total Revenus des Placements		1 412 260	1 502 528
CH1 Charges de gestion des placements	4.9	(182 595)	(232 688)
Revenus Nets des Placements		1 229 665	1 269 840
CH2 Autres charges	4.10	(24 417)	(29 918)
Résultat d'Exploitation		1 205 248	1 239 922
PR4 Régularisation du résultat d'exploitation		(40 351)	(270 920)
Sommes distribuables de l'exercice		1 164 897	969 002
PR4 Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		40 351	270 920
Variation des plus ou moins-values potentielles sur titres		7 378	1 884
Plus ou moins-values réalisées sur cessions de titres		114 104	44 718
Résultat Net de l'exercice		1 326 730	1 286 524

**ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET
POUR LA PERIODE DU 01-01-2019 AU 31-12-2019
(Exprimé en Dinar Tunisien)**

En TND	31/12/2019	31/12/2018
<u>AN1 - Variation de l'actif net résultant des opérations d'exploitation</u>	<u>1 326 730</u>	<u>1 286 524</u>
AN1a - Résultat d'exploitation	1 205 248	1 239 922
AN1b - Variation des plus ou moins-values potentielles sur titres	7 378	1 884
AN1c - Plus ou moins-values réalisées sur cessions de titres	114 104	44 718
<u>AN2 - Distribution de dividendes</u>	<u>(730 957)</u>	<u>(1 117 063)</u>
<u>AN3 - Transactions sur le capital</u>	<u>(920 984)</u>	<u>(3 944 588)</u>
<u>AN3a Souscriptions</u>	<u>36 754 698</u>	<u>42 740 310</u>
CSS Capital	35 346 526	41 091 073
RSNDS Régularisation des sommes non distribuables	169 093	35 431
RSD Régularisation des sommes distribuables	1 239 079	1 613 806
<u>AN3b Rachats</u>	<u>(37 675 682)</u>	<u>(46 684 898)</u>
CSR Capital	(35 993 265)	(44 938 342)
RSNDR Régularisation des sommes non distribuables	(164 933)	(45 825)
RSD Régularisation des sommes distribuables	(1 517 484)	(1 700 731)
<u>Variation de l'actif net</u>	<u>(325 211)</u>	<u>(3 775 127)</u>
<u>AN4 - Actif net</u>		
AN4a Début de l'exercice	20 528 980	24 304 107
AN4b Fin de l'exercice	20 203 769	20 528 980
<u>AN5 - Nombre d'actions</u>		
AN5a Début de l'exercice	194 619	232 970
AN5b Fin de l'exercice	188 184	194 619
<u>Valeur liquidative</u>	<u>107,362</u>	<u>105,483</u>
<u>AN6 - Taux de rendement</u>	<u>6,50%</u>	<u>4,95%</u>

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

1- PRESENTATION DE LA SOCIETE

CAP OBLIG SICAV est une société d'investissement à capital variable obligataire de type distribution, régie par la loi n° 2001-83 du 24 juillet 2001 portant promulgation des codes des organismes de placement collectif. Elle a été créée le 18 septembre 2001, et a reçu l'agrément du ministre des finances en date du 27 novembre 2000.

La SICAV a pour objet la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe par l'utilisation exclusive de ses fonds propres. Elle a reçu le visa du Conseil du Marché Financier en date du 03 décembre 2001 sous le n° 01.434.

La gestion de la SICAV est confiée à la Société d'intermédiation en bourse « COFIB CAPITAL FINANCES ». Le dépositaire exclusif des actifs de la SICAV est la Banque « ATB ».

2- REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2019 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

3- PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers annuels sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation attendue. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1 Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les dividendes relatifs aux titres OPCVM sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements en obligations et valeurs similaires et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.2 Evaluation des placements

Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les obligations et valeurs similaires sont évaluées, postérieurement à leur comptabilisation initiale :

- à la valeur de marché lorsqu'elles font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente ;
- au coût amorti lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent ;
- à la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.

Considérant les circonstances et les conditions actuelles du marché obligataire, et l'absence d'une courbe de taux pour les émissions obligataires, ni la valeur de marché ni la valeur actuelle ne constituent, au 31 décembre 2019, une base raisonnable pour l'estimation de la valeur de réalisation du portefeuille des obligations de la société CAP OBLIG SICAV figurant au bilan arrêté à la même date.

En conséquence, les placements en obligations sont évalués au coût amorti compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres.

Dans un contexte de passage progressif à la méthode actuarielle, et compte tenu des recommandations énoncées dans le Procès-verbal de la réunion tenue le 29 août 2017 à l'initiative du ministère des finances en présence des différentes parties prenantes, les Bons du trésor assimilables (BTA) sont valorisés comme suit :

- Au coût amorti pour les souches de BTA ouvertes à l'émission avant le 31 décembre 2017 à l'exception de la ligne de BTA « Juillet 2032 » (compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres
- A la valeur actuelle (sur la base de la courbe des taux des émissions souveraines) pour la ligne de BTA « Juillet 2032 » ainsi que les souches de BTA ouvertes à l'émission à compter du 1er janvier 2018.

La société CAP OBLIG SICAV ne dispose pas d'un portefeuille de souches de BTA ouvertes à l'émission à compter du 1er janvier 2018 et ne dispose pas de la ligne de BTA « Juillet 2032 ».

Les placements en titres OPCVM sont évalués, en date d'arrêté, à leurs valeurs liquidatives. La différence par rapport au prix d'achat constitue, selon le cas, une plus ou moins-value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition

3.3 Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins-value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

4- NOTES EXPLICATIVES DU BILAN ET DE L'ETAT DE RESULTAT

4.1 Note sur le portefeuille titres :

Le portefeuille-titres est composé au 31 décembre 2019 de titres OPCVM et d'obligations.

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2019 à 7.817.092 DT et se répartit comme suit :

Désignation du Titre	Quantité	Coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2019	% Actif Net
Obligations et valeurs assimilées		6 700 000	6 956 514	34,43%
Emprunts d'Etat		1 250 000	1 283 920	6,35%
EMP NAT 2014 Cat C	20 000	1 250 000	1 283 920	6,35%
Emprunts de sociétés		5 450 000	5 672 594	28,08%
ATB 2007/1	3 000	75 000	78 238	0,39%
ATL 2013/2	8 000	160 000	161 184	0,80%
ATL 2017/1	5 000	300 000	314 456	1,56%
Attijari Bank Sub 2015	5 000	100 000	101 020	0,50%
BTE 2010/1	2 000	20 000	20 389	0,10%
BTE 2016	10 000	600 000	633 184	3,13%
CIL 2013/1	2 000	40 000	40 165	0,20%
CIL 2014/2	7 000	140 000	147 834	0,73%
CIL 2015/2	3 500	70 000	70 736	0,35%
CIL 2016/1	2 500	100 000	103 770	0,51%
CIL 2016/2	5 000	300 000	315 780	1,56%
HL 2015/1	5 000	100 000	104 140	0,52%
HL 2017/3	3 500	280 000	296 694	1,47%
HL 2017/2	3 500	210 000	216 146	1,07%
HL SUB 2015/1	3 000	60 000	60 374	0,30%
HL 2015/2	4 000	160 000	167 466	0,83%
HL SUB 2018/1	3 500	280 000	293 059	1,45%
HL 2018/2	1 000	100 000	107 576	0,53%
MODERN LEASING 2012	5 000	100 000	104 516	0,52%
TL 2014/1	10 000	400 000	415 936	2,06%
TL 2018/1	3 500	280 000	291 628	1,44%
TL 2014/2	13 000	520 000	521 508	2,58%
TLF 2019-1	2 500	250 000	261 650	1,30%
TUN FACTOR 2014/1	15 000	300 000	317 544	1,57%
UIB SUB 2015	3 000	60 000	61 913	0,31%
UIB SUB 2016	5 000	300 000	317 516	1,57%
UIB 2009/1	2 500	125 000	127 686	0,63%
UIB 2011/1	1 000	20 000	20 486	0,10%
Titres OPCVM		851 315	860 578	4,26%
FCP SALAMETT CAP	51 510	851 315	860 578	4,26%
Total Portefeuille Titres		7 551 315	7 817 092	38,69%

Le détail des mouvements intervenus au niveau du portefeuille titres au cours de l'exercice 2019 est le suivant :

Désignation du Titre	Coût d'acquisition au 31-12-2018	Acquisition	Remboursement ou cession	Coût d'acquisition des titres cédés / remboursés	Plus ou moins-values réalisées	Coût d'acquisition au 31-12-2019
Obligations et Valeurs assimilées	12 295 703	350 000	6 025 600	5 945 703	79 897	6 700 000
Emprunts d'Etat	3 420 103	-	2 250 000	2 170 103	79 897	1 250 000
BTA 5,5 % Mars 2019	1 920 103	-	2 000 000	1 920 103	79 897	-
EMP NAT 2014 Cat C	1 500 000	-	250 000	250 000	-	1 250 000
Emprunts de Sociétés	8 875 600	350 000	3 775 600	3 775 600	-	5 450 000
AIL 2014/1	200 000	-	200 000	200 000	-	-
ATB 2007/1	93 750	-	18 750	18 750	-	75 000
ATL 2013/2	320 000	-	160 000	160 000	-	160 000
ATL 2014/1	100 000	-	100 000	100 000	-	-
ATL 2017/1	400 000	-	100 000	100 000	-	300 000
Attijari Bank Sub 2015	200 000	-	100 000	100 000	-	100 000
Attij Leasing 2014	200 000	-	200 000	200 000	-	-
BTE 2010/1	40 000	-	20 000	20 000	-	20 000
BTE 2016	800 000	-	200 000	200 000	-	600 000
BTK 2012/1	214 350	-	214 350	214 350	-	-
CIL 2013/1	80 000	-	40 000	40 000	-	40 000
CIL 2014/1	200 000	-	200 000	200 000	-	-
CIL 2014/2	280 000	-	140 000	140 000	-	140 000
CIL 2015/2	140 000	-	70 000	70 000	-	70 000
CIL 2016/1	150 000	-	50 000	50 000	-	100 000
CIL 2016/2	400 000	-	100 000	100 000	-	300 000
HL SUB 2015/1	120 000	-	60 000	60 000	-	60 000
HL SUB 2018/1	350 000	-	70 000	70 000	-	280 000
HL 2014/1	300 000	-	300 000	300 000	-	-
HL 2015/1	200 000	-	100 000	100 000	-	100 000
HL 2015/2	240 000	-	80 000	80 000	-	160 000
HL 2017/3	350 000	-	70 000	70 000	-	280 000
HL 2017/2	280 000	-	70 000	70 000	-	210 000
HL 2018/2	-	100 000	-	-	-	100 000
TLF 2019/1	-	250 000	-	-	-	250 000
Modern Leasing 2012	200 000	-	100 000	100 000	-	100 000
TL 2014/1	600 000	-	200 000	200 000	-	400 000
TL 2014/2	780 000	-	260 000	260 000	-	520 000
TL 2018/1	350 000	-	70 000	70 000	-	280 000
TUN FACTOR 2014/1	600 000	-	300 000	300 000	-	300 000
UIB SUB 2015	120 000	-	60 000	60 000	-	60 000
UIB SUB 2016	400 000	-	100 000	100 000	-	300 000
UIB 2009/1	137 500	-	12 500	12 500	-	125 000
UIB 2011/1	30 000	-	10 000	10 000	-	20 000
Titres des OPCVM	1 000 005	5 653 500	5 836 396	5 802 190	34 207	851 315
FCP SALAMETT CAP	1 000 005	5 653 500	5 836 396	5 802 190	34 207	851 315
Total	13 295 708	6 003 500	11 861 996	11 747 893	114 104	7 551 315

4.2 Note sur les revenus du portefeuille titres

Les revenus du portefeuille-titres (des intérêts courus et/ou échus) pour l'exercice allant du 01 janvier 2019 au 31 décembre 2019 totalisent 530.970 DT et s'analysent comme suit :

Désignation	31/12/2019	31/12/2018
Revenus des Obligations de Sociétés	444 919	630 791
Revenus des Emprunts d'Etat	86 051	170 726
Total	530 970	801 517

4.3 Note sur les placements monétaires

Les placements monétaires s'élèvent au 31 décembre 2019 à 11.528.281 DT contre 6.472.307 DT au 31 décembre 2018. Le détail des placements monétaires à la date du 31 décembre 2019 est présenté au niveau du tableau suivant :

Désignation	Coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2019	% de l'Actif Net
Placements à Terme	3 500 000	3 574 146	17,69%
PLT 04/11/2019 ATB 3 mois à 11%	1 500 000	1 520 975	7,53%
PLT 30/10/2019 BTK 3 mois à 11,07%	1 000 000	1 015 286	5,03%
PLT 29/07/2019 BTK 6 mois à 11,08%	1 000 000	1 037 884	5,14%
Certificats de Dépôt	7 907 251	7 954 135	39,37%
CD_11,65%_16/12/2019 BTK 90 jours	1 466 039	1 472 077	7,29%
CD_11%_03/12/2019 UNIF 70 jours	983 247	990 188	4,90%
CD_11%_25/10/2019 AIL 70 jours	983 247	999 521	4,95%
CD_11%_26/12/2019 ATB 10 jours	997 563	999 025	4,94%
CD_11%_29/10/2019 AIL 70 jours	983 247	998 564	4,94%
CD_11%_30/12/2019 ATB 10 jours	997 563	998 050	4,94%
CD_11%_31/12/2019 ATB 10 jours	1 496 345	1 496 710	7,41%
Total	11 407 251	11 528 281	57,06%

4.4 Note sur les revenus des placements monétaires

Les revenus des placements monétaires s'élèvent à 881.290 DT pour l'exercice 2019 et représentent le montant des intérêts courus et/ou échus sur les placements à terme et certificats de dépôt.

Le détail de ces revenus se présente comme suit :

Désignation	31/12/2019	31/12/2018
Revenus des Placements à Terme	281 199	198 884
Revenus des Certificats de Dépôt	600 091	502 127
Total	881 290	701 011

4.5 Note sur les opérateurs créditeurs

Ce poste comprend la somme due par CAP OBLIG SICAV au gestionnaire COFIB CAPITAL FINANCES. Elle s'élève à 15.167 DT au 31 décembre 2019 contre 16.198 DT au 31 décembre 2018.

4.6 Note sur les autres créditeurs divers

Ce poste comprend les sommes dues au titre de la redevance du CMF, la TCL et la retenue à la source. Le détail de ce poste est le suivant :

Désignation	31/12/2019	31/12/2018
TCL à payer	294	298
Retenue à la Source	19 417	15 856
Redevance CMF	1 700	1 815
Total	21 411	17 969

4.7 Note sur le capital

La variation de l'Actif Net de l'exercice 2019 s'élève à – 325.211 DT et se détaille comme suit :

Désignation	Montant
Variation de la part Capital	(521 097)
Variation de la part Revenu	195 886
Variation de l'Actif Net	(325 211)

Les mouvements sur le capital au cours de l'exercice 2019 se détaillent ainsi :

	Capital au 31/12/2018	Souscriptions réalisées	Rachats effectués	Capital au 31/12/2019
Montant	19 559 862	35 346 526	(35 993 265)	18 913 122(*)
Nombre de titres	194 619	351 695	(358 130)	188 184
Nombre d'actionnaires	530	315	(345)	500

(*) Il s'agit de la valeur du capital évalué sur la base de la part capital au 01/01/2019. La valeur du capital en fin de l'exercice est déterminée en ajoutant les sommes non distribuables de l'exercice (du 01/01/2019 au 31-12-2019).

Ainsi la valeur du capital en fin d'exercice est déterminée comme suit :

Désignation	31/12/2019
Capital sur la base part de capital de début de l'exercice	18 913 122
Variation des +/- values potentielles sur titres	7 378
+/- values réalisées sur cession de titres	114 104
Réglu des sommes non distribuables de l'exercice	4 161
Capital au 31.12.2019	19 038 765

4.8 Note sur les sommes distribuables de l'exercice

Les sommes distribuables de l'exercice correspondent aux résultats distribuables de l'exercice augmentés ou diminués des régularisations correspondantes effectuées lors des opérations de souscriptions et de rachat d'actions. Le solde de ce poste au 31 décembre 2019 s'élève à 1.165.004 DT.

4.9 Note sur les charges de gestion des placements

Ce poste enregistre la rémunération du gestionnaire et se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2019	31/12/2018
Rémunération du Gestionnaire	182 595	232 688
Total	182 595	232 688

La convention de gestion, conclue entre CAP OBLIG SICAV et COFIB CAPITAL FINANCES, prévoit la facturation d'une commission de gestion de 0,75% HT calculée quotidiennement, sur la base de l'actif net et payée mensuellement. La commission de gestion au titre de l'exercice 2019 s'élève à 182.595 DT TTC.

Par ailleurs, il est à noter que la rémunération du dépositaire et du commissaire aux comptes sont à la charge du gestionnaire « COFIB CAPITAL FINANCES ».

4.10 Note sur les autres charges

Ce poste enregistre les charges relatives à la redevance versée au CMF calculée sur la base de 0,1% de l'actif net, ainsi que celles relatives à la charge TCL et les autres impôts et taxes. Il se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2019	31/12/2018
Redevance CMF	20 458	26 071
TCL	3 759	3 846
Services Bancaires et assimilés	-	1
Autres impôts et taxes	200	-
Total	24 417	29 918

5- AUTRES INFORMATIONS

Données par action	2 019	2 018	2 017	2 016	2 015
Revenus des placements	7,505	7,720	6,229	5,552	6,473
Charges de gestion des placements	(0,970)	(1,196)	(1,068)	(0,948)	(1,195)
Revenu net des placements	6,534	6,524	5,161	4,604	5,278
Autres charges	(0,130)	(0,154)	(0,502)	(0,121)	(0,151)
Résultat d'exploitation (1)	6,405	6,370	4,659	4,483	5,127
Régularisation du résultat d'exploitation	(0,214)	(1,392)	(0,655)	(0,125)	(1,165)
Sommes distribuables de l'exercice	6,190	4,978	4,004	4,358	3,962
Variation des + ou - valeurs potentielles sur titres	0,039	0,010	(0,036)	(0,004)	(0,031)
+/- valeurs réalisées sur cession de titres	0,606	0,230	0,034	(0,032)	0,091
Frais de négociation de titres	-	-	-	-	-
+/- valeurs sur titres et frais de négociation (2)	0,646	0,240	(0,002)	(0,036)	0,060
Résultat net de l'exercice (1) + (2)	7,051	6,610	4,657	4,447	5,187
Résultat non distribuable de l'exercice	0,646	0,240	(0,002)	(0,036)	0,060
Régularisation du résultat non distribuable	0,022	(0,053)	0,007	0,002	(0,023)
Sommes non distribuables de l'exercice	0,668	0,187	0,005	(0,034)	0,037
Distribution de dividendes	4,979	4,005	4,357	3,962	3,866
Valeur Liquidative	107,362	105,483	104,323	104,670	104,309

Ratios de Gestion des Placements

Charges de Gestion des Placements / Actif Net Moyen	0,89%	0,89%	0,89%	0,89%	0,89%
Autres Charges / Actif Net Moyen	0,12%	0,11%	0,42%	0,11%	0,11%
Résultat distribuable de l'exercice / Actif Net Moyen	5,69%	3,72%	3,32%	4,08%	2,94%

6- TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Un mandat de gestion a été conclu entre CAP OBLIG SICAV et COFIB CAPITAL FINANCES, en date du 20 septembre 2001. Ce mandat a pour objet l'exécution par COFIB CAPITAL FINANCES, de l'ensemble des tâches relatives à la gestion financière, administrative et commerciale de CAP OBLIG SICAV.

La convention de gestion, conclue entre CAP OBLIG SICAV et COFIB CAPITAL FINANCES, prévoit le paiement d'une commission de gestion de 0,75% hors taxes calculée quotidiennement, sur la base de l'actif net, et payée mensuellement. Le montant payé par CAP OBLIG SICAV au titre de l'exercice 2019 s'élève à 182.595 DT.

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Etats financiers - Exercice clos le 31 décembre 2019

1. *Rapport sur l'audit des états financiers*

Opinion

En exécution du mandat qui nous a été confié par votre Conseil d'Administration du 22 avril 2019, nous avons effectué l'audit des états financiers de la société « CAP OBLIG SICAV », qui comprennent le bilan au 31 décembre 2019, l'état de résultat et l'état de variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers font ressortir un total actif net de 20.203.769 DT et un résultat de l'exercice de 1.326.730 DT.

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société « CAP OBLIG SICAV » au 31 décembre 2019, ainsi que sa performance financière et ses mouvements sur l'actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation

Nous attirons l'attention sur la note 3.2 des états financiers, qui décrit la nouvelle méthode adoptée depuis l'exercice 2018 par la société «CAP OBLIG SICAV » pour la valorisation du portefeuille des obligations et valeurs assimilées suite aux recommandations énoncées dans le Procès-verbal de la réunion tenue le 29 août 2017 à l'initiative du ministère des finances et en présence des différentes parties prenantes.

Ce traitement comptable prévoyant une hétérogénéité dans les méthodes de valorisation du portefeuille des obligations et des valeurs assimilées, devrait être, à notre avis, confirmé par les instances habilitées en matière de normalisation comptable.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au conseil d'administration.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion du conseil d'administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport de gestion du conseil d'administration par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion du conseil d'administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion du conseil d'administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion du conseil d'administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction du gestionnaire et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction du gestionnaire qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction du gestionnaire a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au conseil d'administration de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Une description plus détaillée des responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers se trouve sur le site Web de l'Ordre des Experts comptables de Tunisie, à www.oect.org.tn. Cette description fait partie du présent rapport de l'auditeur.

2. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 266 du code des sociétés commerciales, nous avons procédé aux vérifications périodiques portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombent à la direction du gestionnaire et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne. Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis au conseil d'administration de la Société.

Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité des comptes de la société avec la réglementation en vigueur.

Autres obligations légales et réglementaires

Nous avons aussi procédé à la vérification du respect des ratios prudentiels édictés par l'article 29 du code des OPC et l'article 02 du décret n° 2001-2278 du 25 septembre 2001 et nous attirons l'attention sur les points suivants :

- Au cours du premier trimestre 2019, l'actif net de la «CAP OBLIG SICAV» a été employé en des parts ou actions d'OPCVM à des taux qui dépassaient la limite maximale de 5% fixée par l'article 2 du décret n°2001-2278 du 25 septembre 2001. Au 31 mars 2019, ce taux est de l'ordre de 5,02%.

- Au cours du premier trimestre 2019, l'actif de la «CAP OBLIG SICAV» a été employé en des titres émis par l'ATB, en dépassement de la limite de 10% fixée par l'article 29 du code des Organismes de Placement Collectif promulgué par la loi n°2001-83 du 24 juillet 2001. Au 31 mars 2019, ce taux est de l'ordre de 13,86%.
- Au cours du deuxième trimestre 2019, l'actif de la « CAP OBLIG SICAV » a été employé en emprunts obligataires, parts des OPCVM à des taux en deçà de la limite minimale de 50% de l'actif sans excéder 80%, fixée par l'article 2 du décret n°2001-2278 du 25 septembre 2001. Au 30 juin 2019, ce taux est de l'ordre de 48,84%.
- Au cours du deuxième trimestre 2019, l'actif de la « CAP OBLIG SICAV » a été employé en disponibilités, dépôts à terme et dépôts à vue à des taux qui dépassaient la limite maximale de 20% fixée par l'article 2 du décret n°2001-2278 du 25 septembre 2001. Au 30 juin 2019, ce taux est de l'ordre de 21,39%.
- Au cours du deuxième trimestre 2019, l'actif de la « CAP OBLIG SICAV » a été employé en valeurs mobilières représentant des titres à court terme ainsi qu'en disponibilités, dépôts à vue et dépôts à terme à des taux qui dépassaient la limite maximale de 50% fixée par l'article 2 du décret n°2001-2278 du 25 septembre 2001. Au 30 juin 2019, ce taux est de l'ordre de 51,16%.
- Au cours du deuxième trimestre 2019, l'actif de la « CAP OBLIG SICAV » a été employé en titres émis par l'AIL, l'ATB et Modern Leasing, en dépassement de la limite de 10% fixée par l'article 29 du code des Organismes de Placement Collectif promulgué par la loi n°2001-83 du 24 juillet 2001. Au 30 juin 2019, ce taux est de l'ordre de 10,95% pour l'AIL , 10,36% pour l'ATB et 10,39% pour Modern Leasing.
- Au cours du troisième trimestre 2019, l'actif de la « CAP OBLIG SICAV » a été employé en emprunts obligataires et parts des OPCVM à des taux en deçà de la limite minimale de 50% de l'actif sans excéder 80%, fixée par l'article 2 du décret n°2001-2278 du 25 septembre 2001. Au 30 septembre 2019, ce taux est de l'ordre de 44,44%.
- Au cours du troisième trimestre 2019, l'actif de la « CAP OBLIG SICAV » a été employé en valeurs mobilières représentant des titres à court terme à des taux qui dépassaient la limite maximale de 30% fixée par l'article 2 du décret n°2001-2278 du 25 septembre 2001. Au 30 septembre 2019, ce taux est de l'ordre de 37,66%.
- Au cours du troisième trimestre 2019, l'actif de la « CAP OBLIG SICAV » a été employé en valeurs mobilières représentant des titres à court terme ainsi qu'en disponibilités, dépôts à vue et dépôts à terme à des taux qui dépassaient la limite maximale de 50% fixée par l'article 2 du décret n°2001-2278 du 25 septembre 2001. Au 30 septembre 2019, ce taux est de l'ordre de 55,56%.

- Au cours du quatrième trimestre 2019, l'actif de la « CAP OBLIG SICAV » a été employé en emprunts obligataires et parts des OPCVM à des taux en deçà de la limite minimale de 50% de l'actif sans excéder 80%, fixée par l'article 2 du décret n°2001-2278 du 25 septembre 2001. Au 31 décembre 2019, ce taux est de l'ordre de 38,62%.
- Au cours du quatrième trimestre 2019, l'actif de la « CAP OBLIG SICAV » a été employé en valeurs mobilières représentant des titres à court terme à des taux qui dépassaient la limite maximale de 30% fixée par l'article 2 du décret n°2001-2278 du 25 septembre 2001. Au 31 décembre 2019, ce taux est de l'ordre de 39,30%.
- Au cours du quatrième trimestre 2019, l'actif de la « CAP OBLIG SICAV » a été employé en disponibilités, dépôts à terme et dépôts à vue à des taux qui dépassaient la limite maximale de 20% fixée par l'article 2 du décret n°2001-2278 du 25 septembre 2001. Au 31 décembre 2019, ce taux est de l'ordre de 22,08%.
- Au cours du quatrième trimestre 2019, l'actif de la « CAP OBLIG SICAV » a été employé en valeurs mobilières représentant des titres à court terme ainsi qu'en disponibilités, dépôts à vue et dépôts à terme à des taux qui dépassaient la limite maximale de 50% fixée par l'article 2 du décret n°2001-2278 du 25 septembre 2001. Au 31 décembre 2019, ce taux est de l'ordre de 61,38%.
- Au cours du quatrième trimestre 2019, l'actif de la « CAP OBLIG SICAV » a été employé en des titres émis par l'ATB, en dépassement de la limite légale de 10% fixée par l'article 29 de la loi n°2001-83 portant promulgation du code des Organismes de Placement Collectif. Au 31 décembre 2019, ce taux est de l'ordre de 17,65%.

Tunis, le 24 février 2020

Le Commissaire aux Comptes :

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES ASSOCIES –MTBF-

Mohamed Lassaad BORJI

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2019

En application de l'article 200 et suivants et de l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous vous communiquons notre rapport sur les conventions conclues et opérations réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

1. Conventions et opérations conclues au cours de l'exercice :

Votre conseil d'administration ne nous a pas tenus informés de conventions et opérations nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

2. Conventions et opérations conclues durant les exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie en 2019 :

L'exécution de la convention suivante, approuvée au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé :

- Un mandat de gestion a été conclu entre CAP OBLIG SICAV et COFIB CAPITAL FINANCES, en date du 20 septembre 2001. Ce mandat a pour objet l'exécution par COFIB CAPITAL FINANCES, de l'ensemble des tâches relatives à la gestion financière, administrative et commerciale de CAP OBLIG SICAV. Le Directeur Général de COFIB CAPITAL FINANCES est lui-même le Directeur Général de CAP OBLIG SICAV.

La convention de gestion, conclue entre CAP OBLIG SICAV et COFIB CAPITAL FINANCES, prévoit le paiement d'une commission de gestion de 0,75% hors taxes calculée quotidiennement, sur la base de l'actif net, et payée mensuellement. Le montant payé par CAP OBLIG SICAV au titre de l'exercice 2019 s'élève à 182.595 DT

3. Obligations et engagements de la société envers les dirigeants :

Votre conseil d'administration ne nous a pas informé d'obligations ni d'engagements de la société envers ses dirigeants.

Par ailleurs, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations qui entrent dans le cadre de l'article 200 et suivants et 475 du Code des Sociétés Commerciales.

Tunis, le 24 février 2020

Le Commissaire aux Comptes :

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES ASSOCIES –MTBF-

Mohamed Lassaad BORJI